

1. ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 20 mai 2025 au 20 juin 2025

Prescrite par arrêté municipal du 25 avril 2025

DEPARTEMENT DE LA SOMME

Ville d'AMIENS

Révision Générale du Plan Local d'Urbanisme

RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE – Livre 2



SOMMAIRE

1. RAPPEL DE L'OBJET DE L'ENQUÊTE ET DU CADRE JURIDIQUE

1-1. Objet de l'enquête	3
1-2. Cadre juridique et administratif	4

2- CONCLUSIONS MOTIVÉES

2-1. Conclusions motivées sur les modalités de l'enquête	5
2-2. Conclusions motivées sur le déroulement de l'enquête	6
2-3. Sur la prise en compte des observations des PPA et de la MRAe	7
2-4. Sur la prise en compte des observations du public	7
2-5. Sur le projet de PLU révisé	7
2-5-1. Le renouvellement urbain et les secteurs de projet	8
2-5-2. L'habitat, la mixité sociales, les commerces, les services et les Équipements	9
2-5-3. La mobilité	10
2-5-4. La qualité urbaine, architecturale et paysagère	11
2-5-5. La consommation d'espaces naturels et agricoles	11
2-5-6. Santé – Transition environnementale	11
2-5-7. Développement économique	12

3- AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR SUR LE PROJET DE PLU RÉVISÉ

13

1- RAPPEL DE L'OBJET DE L'ENQUÊTE ET DU CADRE JURIDIQUE

1-1 Objet de l'enquête

Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur a été approuvé le 22 juin 2006 pour une perspective de développement d'une dizaine d'années. Il a depuis fait l'objet de nombreuses modifications et mises à jour ainsi que de déclarations de projet. Établi en compatibilité avec un Schéma Directeur aujourd'hui obsolète, ce PLU doit être révisé en intégrant les enjeux actuels du territoire et en prenant en compte les documents cadres élaborés depuis : Schéma de Cohérence Territorial, Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain.

Les objectifs poursuivis pour ce projet de révision sont les suivants :

- Promouvoir une dynamique économique structurée et diversifiée ;
- Contribuer à la réalisation du Programme Local de l'Habitat en établissant le PLU en compatibilité avec ses objectifs, notamment de qualité résidentielle ;
- Préserver et valoriser les espaces à dominante naturelle afin de poursuivre l'essor de la nature en ville ;
- Mettre en valeur l'identité amiénoise au travers de la préservation et de l'adaptation maîtrisée de son patrimoine architectural et urbain ;
- Contribuer à la réussite du Plan de Déplacements Urbains, notamment en accompagnant les modes actifs et l'usage des transports en commun ;
- Optimiser la gestion de la ressource foncière et engager une nouvelle dynamique urbaine en confortant les grands projets de développement et les opérations d'aménagements et de renouvellement urbains.

Justification des choix retenus :

Les choix retenus ont été justifiés pour établir les orientations du PADD au regard des principales conclusions du diagnostic établi.

Le PLU se doit d'être compatible avec le SRADDET des Hauts de France qui a été approuvé le 4 août 2020. Une procédure de modification portant sur les volets climat, air, énergie et déchets a été arrêtée le 27 novembre 2023 et un projet de modification portant sur les volets foncier, logistique et aéroportuaire a été arrêté le 1^{er} février 2024. Le PADD a pris en compte ces orientations du SRADDET afin d'être compatible avec ce document.

Le PLU révisé prévoit la réalisation d'environ 7960 nouveaux logements entre 2021 et 2032. La production réelle 2021-2026 prévue est de 4600 logements, ce qui est conforme (et supérieur) à l'objectif du PLH 2021-2026. Le nombre de logement à créer à Amiens respecte les objectifs du PLH grâce à la poursuite de l'aménagement des deux ZAC existantes de Renancourt et d'Intercampus. En effet cela permet de compenser un potentiel (friche et

densification du tissu urbain) dont les projets s'inscrivent dans une temporalité plus longue que celle PLU qui se projette sur 10 ans.

L'augmentation démographique de la commune d'Amiens est basée sur les perspectives établies par l'ADUGA avec l'Insee, dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Amiénois qui permet d'estimer le nombre d'habitants pour Amiens Métropole à 187 745 habitants en 2040 et par projection à environ 140 000 habitants pour la ville d'Amiens.

Le PADD a pris en compte les objectifs du SCOT approuvé le 21 décembre 2012 et notamment en matière de logement et de développement économique.

La commune justifie sa consommation prévisionnelle d'espaces par les besoins liés au développement économique d'Amiens Métropole et s'inscrit dans la volonté de l'agglomération de poursuivre sa politique en faveur d'une réindustrialisation et de l'emploi. La consommation foncière de la ville d'Amiens bénéficie à une population et un territoire qui dépassent largement l'échelle communale.

Le PADD autorise

Quinze OAP sectorielles qui décrivent les intentions et orientations d'aménagement portant sur certains quartiers d'Amiens pour lesquels il est nécessaire d'apporter des précisions par rapport au règlement du PLU. Les OAP sectorielles s'organisent en 3 grandes parties :

- Les OPA « **des quartiers prioritaires politique de la ville** » qui traduisent les opérations de renouvellement dans les quartiers NPNRU : Pierre Rollin, Etouvie et quartier Nord.

- Les OAP « **Amiens, tournée vers son fleuve** », en renouvellement urbain qui s'articulent autour de la Somme, qui fait l'objet d'une OAP «Fleuve » : le fleuve, OAP des hortillonnages, de St-Leu, de Montières et de la ZAC Gare-la-Vallée.

- Les OAP « **Les secteurs de projet** », grands sites de projet, en extension ou en renouvellement : Zac Intercampus, Zac Renancourt, Zac Boréalia et le Centre Hospitalier Universitaire.

Quatre OPA Thématiques qui portent sur 4 thèmes

- Le paysage et l'environnement.
- Le développement économique.
- Qualité de l'habitat.
- Patrimoine

1-2 Cadre juridique et administratif

Outre le fait qu'un PLU doit concourir à un développement durable du territoire en respectant les principes généraux de l'urbanisme énoncés dans les articles L.110 et L.121-1 du Code de l'Urbanisme, la procédure de révision d'un PLU est définie par :

- Code de l'Urbanisme : articles L.153-31 à 35 et R.151-1 à 55 ;

- Code de l'Environnement : articles L.123-1 à 19 et R.123-1 à 33

Le PLU est en outre assujéti à la hiérarchie des normes et doit être compatible avec les documents supra-communaux.

2- CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

2-1 Conclusions motivées sur les modalités de l'enquête

Une concertation préalable

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 a rendu obligatoire la concertation auprès du public lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ce, jusqu'à son arrêt en Conseil Municipal.

Dans sa délibération en date du 28 janvier 2021, portant révision générale du P.L.U, le conseil municipal de la ville d'Amiens a défini l'organisation de la concertation avec le public, pendant toute la durée du projet.

La démarche de concertation préalable a été déployée de manière continue durant toutes les phases d'élaboration du P.L.U., associant, via divers outils, canaux d'information et temps de travail collectifs, les habitants et usagers du territoire.

- **19 temps de concertation**, près de **821** participations ont été recensées dans ce cadre dont **325** personnes rencontrées, sur les marchés ou à l'occasion de temps forts de la ville : réderies et forum des associations.

- **468 contributions aux dispositifs numériques** : (**154** au 1^{er} questionnaire et **314** au 2^e questionnaire)

- **85 contributions** aux registres physiques, registre numérique, courriers et courriels.

L'implication des citoyens à travers les différentes rencontres de concertation a permis de recueillir de nombreux avis et remarques. Ceux-ci mettent en exergue le souhait des habitants d'un projet d'aménagement respectueux du cadre de vie et d'un développement équilibré du territoire. Ainsi les thématiques environnementale, d'accès à l'offre de commerces et service, ou encore aux mobilités ont été des sujets de débats majeurs au fil des différentes rencontre de concertation.

Je note que l'implication des habitants à travers les différentes rencontres de concertation a permis de recueillir de nombreux avis et remarques qui ont contribué à enrichir le projet de PLU révisé.

Je considère que la concertation menée en amont de l'enquête publique a respecté les règles et usages.

La présentation du dossier

Le dossier d'enquête était complet, bien documenté et agrémenté de nombreuses photos/schémas/plans. Néanmoins, sa lecture était certainement difficile et laborieuse pour le public dans sa version numérique. De même que pour faciliter les recherches dans les

plans de zonage, il aurait été utile de disposer d'une table de correspondance avec les noms des rues. Toutefois, il n'y a eu aucune observation à ce sujet.

2-2 Conclusions motivées sur le déroulement de l'enquête

A l'issue d'une enquête publique qui a duré 31 jours, il apparaît que :

- La publicité par affichage a été faite dans les délais et maintenue pendant toute la durée de l'enquête ;

- Les publications légales dans les journaux ont été faites dans 2 journaux paraissant dans le département de la Somme, plus de quinze jours avant le début de l'enquête et répétées dans ces mêmes journaux dans les 8 premiers jours de l'enquête ;

- Un dossier et un registre d'enquête au format « papier » relatifs à ce projet ont été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête dans les locaux des mairies de secteurs de la ville d'Amiens, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- Le même dossier était consultable en ligne sur le site internet de la ville amiens.fr.

- Le public pouvait déposer ses observations, ses propositions sur les registres papiers dans les mairies de secteur ou sur une adresse courriel dédiée ;

- Les observations et propositions du public pouvaient également être adressées par correspondance au commissaire-enquêteur, avant la fin de l'enquête, à l'Hôtel de Ville, siège de l'enquête.

- Toutes les observations pouvaient être consultées sur le site internet de la Ville sur lequel elles étaient publiées au fur et à mesure de leur arrivée ;

- Les six permanences prévues dans l'arrêté d'organisation de l'enquête, pour recevoir le public ont été tenues par le commissaire-enquêteur ;

- Le commissaire-enquêteur n'a rapporté aucun incident notable qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête ;

- L'enquête publique a suscité : **38 visites lors des 6 permanences tenues, 31 observations sur les registres papier, 52 courriels sur l'adresse dédiée, 1 courrier déposé en mairie et 1 pétition.**

Je considère que l'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les moyens mis en œuvre par la commune ont permis notamment que le public soit bien informé des modalités de déroulement de la procédure, de façon à pouvoir prendre connaissance du dossier, transmettre ses observations et rencontrer le commissaire-enquêteur, s'il le souhaitait.

2-3 Sur la prise en compte des observations des PPA et de la MRAe

Pour rappel se sont exprimés dans les délais en exprimant un avis favorable avec réserves et/ou recommandations :

- Préfecture de la Somme – DDTM de la Somme : **accord sous réserves**
- CDPENAF de la somme : **six points favorables sous réserve – 1 point défavorable**
- Conseil Départemental de la Somme : **Remarques**
- Chambre d'Agriculture de la Somme : **Favorable avec observations**
- Amiens Métropole : **Favorable avec observations**
- Pôle Métropolitain du Grand Amiénois : **Favorable avec recommandations**
- UDAP de la Somme : **Avec remarques**
- CNPF : **Favorable**
- Vallée Idéale Développement et S.E.M. Amiens Aménagement : **Remarques et propositions**

(À noter que la Chambre de Commerce et d'industrie d'Amiens consultée au titre des PPA a transmis ses observations dans le cadre l'enquête publique).

La plupart de ces avis ont été pris en compte par le maître d'ouvrage et figureront dans la rédaction finale du PLU révisé. Toutefois, plusieurs réserves n'ont pas été levées et la commune a exposé dans son mémoire en réponse, les motivations expliquant sa position.

2-4 Sur la prise en compte des observations du public

Dans son mémoire en réponse, la commune s'est attachée à répondre aux observations, demandes et propositions formulées par le public.

Elle a répondu aux très nombreuses questions formulées sur et autour des différents thèmes recensés, en apportant sur certains points des corrections, modification ou compléments.

Il convient de souligner que de nombreuses personnes se sont exprimées sur les thèmes « zonage » et « règlement » : des particuliers, mais aussi des professionnels, principalement architectes et aménageurs. Leurs contributions ont toutes été analysées par la commune et elles ont abouti à la prise en compte de 26 modifications dans le projet.

2-5 Sur le projet de PLU révisé

Le PLU est le document d'urbanisme communal ou intercommunal qui détermine les conditions d'aménagement et d'utilisation des sols de la collectivité sur son territoire.

Son action est encadrée par des grands principes, dans le respect du développement durable, qui visent à identifier, croiser et intégrer les différents enjeux territoriaux de

l'aménagement. L'article 101-2 du code de l'urbanisme fixe les objectifs à atteindre sur plusieurs thèmes.

Après avoir analysé le dossier d'enquête, les avis des personnes publiques associées et de la MRAe, les observations du public et les réponses apportées par la commune dans ses différents mémoires, il convient d'apprécier l'intérêt général de ce projet de révision du PLU au regard des principaux objectifs à atteindre fixés par l'article L 101-2 du code de l'urbanisme.

2-5-1 Le renouvellement urbain et les secteurs de projet

Le projet porté par la commune pour les 10 années à venir a pour objet un développement urbain équilibré et intégré à son environnement.

La commune s'est fixé un objectif de 140 000 habitants en 2032 et environ 7960 logements à produire à compter de 2021.

La commune a choisi de moduler la densification dans le tissu urbain existant avec :

- Un centre-ville dynamique où la densification reste possible.
- Des faubourgs où la densification des cœurs d'îlots n'est pas reconduite, l'objectif de densification du PLU 2006 étant atteint.
- Des secteurs pavillonnaire dont les qualités paysagères sont préservées, bien que les évolutions dans le diffus soient toutefois possibles, mais limitées.

La densification du tissu urbain existant (zone UR) correspond principalement aux secteurs confrontés à des dynamiques de renouvellement urbain et sont couvertes par des OAP sectorielles :

- Les quartiers prioritaires politique de la ville (QPV) : Quartier Pierre Rollin, Quartier Etouvie, Quartier Nord.
- Amiens, tournée vers son fleuve avec la réhabilitation du quartier Saint-Leu et de son patrimoine industriel et hydraulique.
- Les secteurs de projet : Zac Intercampus, Zac Renancourt, ZAC Boréalia, Zac Gare -la-vallée, C.H.U. Nord.

Les services de l'état et la MRAe ont émis des observations concernant la poursuite de la réalisation de logements dans les zac Intercampus et Renancourt, considérant que le potentiel de densification du tissu urbain existant était suffisant.

Je souscris à la position de la ville qui précise qu'il s'agit de projets en cours, dont la réalisation est engagée depuis de nombreuses années.

La dernière phase (tranche 3) de la ZAC Intercampus développe une programmation mixte, dont le logement ne représente qu'une partie du programme (soit 44 %), dont une part de reconstitution de l'offre sociale détruite dans le cadre de la convention relative au NPNRU. Les chantiers sont lancés et des engagements contractuels sont signés.

Quant à la dernière phase (tranche 3) de la ZAC Renancourt elle est en cours d'étude et un programme de reconstitution est déjà prévu par un bailleur dans le cadre du NPNRU.

Par ailleurs, la ville n'a pas la maîtrise du foncier qui dépend de nombreux propriétaires privés qui n'ont pas tous pour objectif de densifier leurs parcelles. Les règles du PLU permettent une densification mais ne permettent pas de réguler dans le temps cette production de nouveaux logements. D'autre part, il dépend du recyclage de friches, dont les projets s'installent dans des temporalités plus longues que celle du PLU (qui se projette sur 10 ans).

Ainsi les ZAC Renancourt et Intercampus permettent de compenser ce potentiel (friche et densification du tissu urbain) qui ne sera pas pleinement exploité dans les années à venir.

Concernant la densification, le Président du comité de quartier « Val d'Avre » fait part de l'inquiétude des habitants suite à la mise en œuvre de 4 projets immobiliers totalisant plus de 200 appartements sur un secteur relativement restreint et qui notamment s'interrogent sur les conséquences en terme de circulation, stationnement, cohérence de l'habitat, etc

Il suggère de ne plus favoriser l'évolution pendant la prochaine échéance du PLU.

On peut comprendre l'inquiétude légitime des habitants du quartier Val d'Avre compte tenu des 4 projets immobiliers en cours. Mais la commune ne peut figer les zones pavillonnaires, les propriétaires doivent pouvoir réaliser des extensions de leurs habitations ou, dans le cas de grands terrains, en céder une partie en vue de la réalisation d'un ou plusieurs pavillon(s) supplémentaire(s). Toutefois, la densification de la zone pavillonnaire doit être raisonnée, notamment pour répondre aux objectifs de qualité de vie inscrits au PADD. Ainsi le coefficient de pleine terre fixé à 45% dans ce secteur permet de jouer ce rôle de régulateur, le PLU en vigueur ne prévoyant que 30% d'espaces libres dans les quartiers pavillonnaires. Il conviendra toutefois d'être vigilant sur les éventuels futurs projets.

2-5-2 L'habitat, la mixité sociale, les commerces, les services et les équipements publics

Le PLU de la commune doit être compatible avec le PLH d'Amiens Métropole qui fixe un objectif de réalisation de 800 logements/par an à l'échelle d'Amiens Métropole pour la période 2021-2032.

Le projet municipal qui s'appuie sur des études urbaines indique les secteurs d'évolution à travers plusieurs typologies de mutabilité et d'opportunités pour la construction de nouveaux logements avec une trajectoire de production à court et moyen terme sur les secteurs stratégiques, identifiés comme secteurs de renouvellement urbain.

L'OAP Qualité de l'habitat identifie des objectifs déclinés en principe et recommandations afin de développer des projets durables et responsables.

Il s'agit de réduire les besoins en énergie des futurs occupants, tout en améliorant le confort des logements.

Les hypothèses démographiques retenues (+ 5000 hab. à l'horizon 2032) conduisent à la réalisation de 663 logements/an. Cet objectif est conforme à celui du PLH d'Amiens Métropole.

Le renouvellement urbain permettra de renforcer la mixité des fonctions (commerces, équipements, activités etc...) et favorisera l'usage des mobilités douces.

Les projets de construction de logements seront conçus de manière à réintroduire davantage de mixité sociale et générationnelle sur l'ensemble du territoire en favorisant notamment le développement d'un parc de logements adaptés à tous les types de ménages et tous les âges.

La commune souhaite également lutter contre la division excessive des amiénoises, encadrer la production de petites typologies et ajuster la production de logements étudiants au besoin.

Au 1^{er} janvier 2020, le parc de logements d'Amiens était composé d'environ 32 % de logements sociaux, soit près de 24 000 logements locatifs sociaux. La commune souhaite poursuivre le maintien du taux de logements sociaux au niveau d'équilibre défini par le PLH (un tiers pour le PLH 2021-2026).

L'objectif du projet est de conforter les commerces, les services et les équipements de proximité dans une logique de « ville du quart d'heure », d'accessibilité pour tous et d'adaptation aux enjeux climatiques.

J'estime que ces objectifs répondent aux critères de développement durable et de renouvellement urbain tels qu'ils sont définis par le code de l'urbanisme et que l'équilibre de production de logements est conforme aux objectifs du PLH Amiens Métropole.

2-5-3 La mobilité

Sur ce thème le projet prévoit d'apaiser la circulation dans les quartiers en favorisant les circulations sur les axes structurants mais aussi d'encourager le développement des mobilités actives et décarbonées.

Il prévoit également de conforter l'attractivité du réseau de transport en commun, notamment en mieux reliant les nouveaux quartiers et les secteurs les plus excentrés.

Enfin, organiser, développer et sécuriser le stationnement notamment en dehors du domaine public.

Je considère que toutes les mesures envisagées correspondent aux orientations générales concernant les transports et les déplacements et devraient contribuer à la réussite du Plan de Déplacements Urbain, notamment en accompagnant les modes actifs et l'usage des transports en commun.

2.5.4 La qualité urbaine , architecturale et paysagère

L'objectif du projet est de poursuivre la valorisation du patrimoine bâti amiénois emblématique et quotidien et notamment de préserver la diversité et la singularité des différents quartiers de la commune porteurs d'intérêts patrimoniaux et touristiques mais également d'ancrer les nouveaux quartiers dans l'histoire des lieux tout en leur octroyant une identité contemporaine amiénoise.

Ainsi, le projet de PLU révisé consacre une OAP thématique sur le sujet Patrimoine qui vient compléter le règlement écrit. Il montre l'importance accordée à la protection du cadre de vie et à l'insertion des constructions dans leur environnement.

En matière de paysage, l'enjeu est de conserver les multiples fonctions associées aux vallées (hortillonnages, jardins familiaux, loisirs, etc ...) tout en préservant la biodiversité. L'objectif est de poursuivre la valorisation du grand paysage amiénois et de l'eau.

Je considère que ces dispositions sont favorables à la préservation et à la valorisation du patrimoine.

2-5-5 La consommation d'espaces naturels, agricoles

La commission départementale a émis un avis technique favorable avec plusieurs réserves sur 6 points et un avis défavorable sur 1 point. Ces points sont abordés dans la 1^{ère} partie du rapport, avis des PPA et a fait l'objet d'une réponse argumentée de la part du Maître d'ouvrage.

Je souscris à la décision du M.O qui a apporté tous les éléments justifiant notamment le maintien des secteurs « 1 AUmr » et « 1 AUmi ».

Par contre le secteur « 2AU » à la Neuville sera bien reclassé en zone Nj.

Le nouveau PLU est nettement plus protecteur dans la mesure où il décline des zones urbanisées (-11,98 ha) et à urbaniser (-138,57 ha) pour les reclasser en zone agricole (+135,29 ha) ou naturelles (+17,10 ha).

Pour le secteur économique BOREALIA et espaces EIN, je retiens que dans le cadre de la révision du STRADDET, des évolutions sont envisageables et que dans tous les cas la commune se tient prête à adapter son projet de document d'urbanisme en limitant dans la mesure du possible sa consommation foncière.

2-5-6 Santé - Transition environnementale

Un effort de non imperméabilisation est demandé. Cette préservation des sols qui accompagne un projet plus global de développement de nature en ville rend le territoire plus résilient et est l'une des réponses à l'adaptation au changement climatique, à la

maîtrise du ruissellement, au maintien de la biodiversité, à la préservation et la restauration de la fonctionnalité écologique des sols, à la régulation thermique en espaces urbanisés (îlots de chaleur) et d'une manière générale à l'amélioration du cadre de vie.

Le projet prend en compte la préservation de la ressource en eau et son usage économe ainsi que la poursuite des actions visant la sobriété énergétique de la ville en s'appuyant sur les ressources locales.

Le projet prévoit également de renforcer les continuités écologiques en développant la trame verte et la trame brune à toutes les échelles de la ville et en intégrant la trame noire en limitant les sources de pollution lumineuse.

Les risques technologiques sont également pris en compte avec l'objectif de réduire l'exposition des habitants aux nuisances et d'agir sur leurs sources. De même que sont intégrés les risques de mouvement de terrain et la présence de cavités souterraines.

Compte tenu du changement climatique, je pense qu'une attention particulière doit être portée sur la gestion en eau et l'évolution des disponibilités de la ressource souterraine.

Par ailleurs les services de l'état recommandent de compléter la carte des risques naturels et technologiques avec notamment les risques sur les mouvements de terrains (quartiers Henriville, St-Honoré-Jeanne-d'Arc et sur la ZAC de Renancourt).

2-5-7 Développement économique

En plus des objectifs du PADD qui visent un développement économique s'appuyant sur les filières d'excellence du territoire, facteur d'attractivité, la thématique développement économique met en avant :

- la préservation de l'activité économique avec la préservation des zones d'activités existantes ainsi que le principe de mixité fonctionnelle au sein du tissu urbain.
- Le maintien de l'activité agricole en soutenant la profession agricole, notamment maraîchère.
- La volonté de conforter l'attractivité commerciale du centre-ville avec un linéaire artisanal et commercial et un linéaire actif.

Je considère que le projet prend en compte toutes les composantes du territoire communal en tenant compte de la richesse du milieu naturel présent et affirme sa volonté de maintenir l'agriculture au sein de la trame urbaine.

2- AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR SUR LE PROJET DE PLU REVISE

Après avoir examiné l'ensemble des critères relatifs au projet de PLU révisé d'Amiens,
Je considère que les avantages de ce projet sont manifestes et ne présentent aucun inconvénient majeur.

En conséquence, au terme de cette enquête et après analyse des différents aspects du projet, je donne un avis favorable au projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville d'Amiens. Cet avis est assorti de cinq recommandations.

Recommandation 1

Je souscris à la recommandation n° 6 de la MRAe : Afin de réduire l'artificialisation des sols induite par l'urbanisation, la commune doit renforcer l'effort de remise sur le marché de logements vacants.

Recommandation 2

Les services de l'état ayant émis des réserves sur la consommation foncière, je recommande à la commune de prendre en compte les résultats de l'appel à projet lancé par la Région Hauts de France dans le cadre d'une procédure de modification de son SRADDET et d'adapter son projet de document d'urbanisme en limitant, dans la mesure du possible, sa consommation foncière.

Recommandation 3

Concernant la densification des zones pavillonnaires, je recommande à la commune d'être attentive aux futurs projets afin de garantir une densification raisonnable de ces zones.

Recommandation 4

Je recommande de tenir compte des effets du changement climatique sur la ressource en eau et de la nécessité d'une gestion économe.

Recommandation 5

Je souscris à l'avis des services de l'état qui recommandent de compléter la carte des risques naturels et technologiques avec notamment les risques sur les mouvements de terrains (quartiers Henriville, St-Honoré-Jeanne-d'Arc et sur la ZAC de Renancourt).

Fait à Villers Sous Ailly, le 15 juillet 2025

B.DEVILLERS-RACINE

Commissaire-Enquêtrice

